

NUMÉRIQUE ET DÉVELOPPEMENT DES PROMESSES DE RELANCE ÉCONOMIQUE AUX POTENTIALITÉS DE CHANGEMENT SOCIOPOLITIQUE AU MAGHREB

Fathallah DAGHMI

Université de Poitiers, Migrinter (CNRS- UMR 7301)

RÉSUMÉ

Au-delà du rejet des systèmes politiques ou économiques, les réseaux numériques et les TIC peuvent être au service de logiques diverses et notamment comme leviers social et culturel. L'influence des réseaux numériques et globalement des TIC pose néanmoins d'autres questions relatives aux liens entre mobilisations sociopolitiques, évolution des pratiques citoyennes et démocratiques, accès à l'information et au développement économique d'une part et les dispositifs sociotechniques d'autre part. La présente réflexion est susceptible d'éclairer ces phénomènes en analysant des pratiques et usages des citoyens des pays du Sud dans un contexte où ces technologies, des smartphones aux réseaux numériques, sont de plus en plus présentes dans le quotidien des usagers.

RESUMO

As redes digitais e as Tecnologias da Informação e da Comunicação podem ser utilizadas na área social como na área cultural, além de permitir a contestação dos sistemas políticos e económicos. Levanta-se a questão da influencia dos dispositivos socio-técnicos, sobre as mobilizações socio-políticas, sobre a evolução das práticas democráticas dos cidadãos, e sobre o acesso à informação e ao desenvolvimento económico. Este trabalho pode contribuir para isso, pela análise das práticas e dos usos dos cidadãos dos países do Sul, onde essas tecnologias estão cada vez mais utilizadas, dos smartphones as redes digitais.

MUHTASARI

Vile mifumo ya kisiasa au kiuchumi inakataliwa, mitandao ya Digital na ICT zinaweza kutumikiya makusudi mbalimbali kama nguzo za kijamii na za kiutamaduni. Mitandao ya Digital na ICT ni ushawishi na hata hivyo huuliza maswali mengine kuhusiana na viungo kati ya uhamasishaji wa kijamii na kisiasa, mageuzi ya vitendo vya kiraia na vya kidemokrasia, upatikanaji wa habari na maendeleo ya kiuchumi kwa upande mmoja na vifaa vya kijamii na kiufundi kwa upande mwingine. Fikiria hii inawezekana kuwangaza matukio haya kwa kuchunguza mazoezo na matumizi ya wananchi wa nchi za Kusini katika muktadha ambapo teknolojia hizi, kutoka kwa simu za mkononi (asema smartphone) kwenye mitandao ya digital, zinazidi kuwapo katika maisha ya kila siku ya watumiaji.

MOTS CLES : NUMÉRIQUE, DÉVELOPPEMENT, ÉCONOMIE, MAGHREB, POLITIQUE

PALAVRAS-CHAVE: DIGITAL, DESENVOLVIMENTO, ECONÔMICO, MAGREB, POLÍTICA

KEYWORDS: DIGITAL, MAENDELEO, UCHUMI, MAGHREB, SIASA

Les mobilisations sociopolitiques des dernières années dans nombre de régions du monde aux caractéristiques fort différentes soulèvent moult interrogations sur le plan politique, social, économique et culturel. Un premier constat nous renvoie aux conditions sociopolitiques, économiques et historiques des espaces de contestation. Il révèle notamment une baisse ou une perte d'espoir quant aux logiques de gouvernance dans les pays du Nord et aux fondements même du système démocratique censé garantir une représentativité politique, une égalité sociale et un épanouissement citoyen. Dans les pays du Sud, les difficultés socioéconomiques, conjuguées le plus souvent au manque de libertés politiques, engendrent ainsi un rejet de l'ordre établi et des régimes non représentatifs. Un second constat nous renvoie vers l'« évolution des logiques d'appropriation¹ » des outils de communication et des espaces numériques. Tant dans les pays du Nord que dans ceux du Sud, les réseaux numériques et globalement les technologies de l'information et de la communication (TIC) se sont révélés non seulement de grands outils de divertissement, mais également des plateformes susceptibles de contournement pour servir ponctuellement des causes citoyennes ou contestataires sur le plan politique et social.

1- Jouët, 2000, p. 481-521, disponible sur www.persee.fr.

Au-delà du rejet des systèmes politiques ou économiques, les réseaux numériques et les TIC peuvent être au service de logiques diverses et agir notamment comme leviers social et culturel. L'influence des réseaux numériques et globalement des TIC pose néanmoins d'autres questions relatives aux liens entre mobilisations sociopolitiques, évolution des pratiques citoyennes et démocratiques, accès à l'information et au développement économique d'une part et les dispositifs sociotechniques d'autre part. Une des pistes de réflexion susceptible d'éclairer ces phénomènes nous conduirait à l'analyse des pratiques et usages des citoyens des pays du Sud dans un contexte où ces technologies sont de plus en plus présentes dans le quotidien.

C'est dans ce sens que les mobilisations sociopolitiques de mouvements divers initiées dans le monde arabe notamment par des jeunes comme le mouvement du 20 février 2011 au Maroc et ceux de la place Tahri au Caire, de la ville de Sidi Bouzid et de la place Bourguiba Tunis, constituent un cadre intéressant à observer². Pour rappel, ces mouvements sont portés par une jeunesse qui se démarque globalement des tendances politiques classiques. L'urgence des réformes et la force du mouvement même par des revendications sociopolitiques amène cette jeunesse à passer outre ses divergences idéologiques. Les objectifs de ces actions oscillent entre la revendication de changement de système politique et la justice sociale, le respect ou encore les réformes constitutionnelles et économiques³.

2- Les mouvements récents ne doivent pas masquer d'autres mouvements antérieurs à l'instar des révoltes des ouvriers des mines de phosphate à Gafsa (Tunisie) en 2008, ou encore du mouvement Kifaya (Assez) en Égypte.

3- Daghami, Toumi, Amsidder, 2013, 206 p.

Les dispositifs sociotechniques seraient ainsi une sorte de transformation de l'espace public qui mue en espaces multiples, parallèlement à l'éclatement des logiques et enjeux de prises de parole et d'intervention dans les espaces publics par des « publics sphériques »⁴. Ces espaces seraient en phase non seulement avec les nouveaux usages des TIC, mais reflèteraient les postures, enjeux et forces des acteurs politiques et sociaux. Peut-on dès lors avancer que l'émergence de nouvelles formes du vivre ensemble démocratique, d'expression, de contestation ou de résistance citoyennes est favorisée par une sphère numérique et des TIC pensés initialement dans une finalité mercantile ? Les nouveaux espaces publics engendrés par l'usage de ces dispositifs favorisent-ils le développement d'une conscience politique et citoyenne ? Autrement dit, ces nouveaux espaces « multimédiatiques »⁵ peuvent-ils permettre des actions citoyennes capables d'offrir une

4- Gitlin, 1998, p. 168-175.

5- Lits, 2014.

alternative au travers du modèle actuel qui se caractérise par le manque de participation politique, l'opacité dans la gestion des territoires, la limitation des libertés individuelles, etc. ? Ils favoriseraient alors le développement socioculturel et politique des sociétés ?⁶

Nous proposons dans le cadre de cette contribution d'aborder les enjeux qui naissent de la relation entre numérique, politique et développement. Nous envisageons ainsi le développement dans le sens politique et citoyen à savoir les enjeux et logiques d'action qui permettent aux citoyens d'améliorer leur sort sur le plan politique (résistance aux régimes non démocratiques) et civique : (exercer le droit à l'expression, au débat et à la contestation). Le numérique n'a-t-il pas favorisé la révolution des pratiques politiques dans le sens de l'épanouissement citoyen au détriment des impératifs de développement économique des pays en développement comme le prévoient les décideurs politiques⁷ ?

Dès lors, l'hypothèse d'une corrélation entre numérique et développement sociopolitique et culturel semble tout à fait plausible. Le numérique a largement servi de support de contestation, d'articulation des actions communes et de moyen de circulation rapide de l'information. Il constituerait de la sorte un procédé favorisant non seulement l'émancipation politique et sociale⁸, mais également la révolution des modalités et des formes de l'agir citoyen⁹. Une seconde hypothèse sur l'existence de liens symboliques ou matériels plus ou moins importants entre les différents mouvements sociaux concomitants nous permet d'envisager une lecture transversale des mouvements sociopolitiques en dépit de leurs divergences historique, politique, culturelle, économique, etc. Les soulèvements populaires récents dans le monde arabe, en Afrique, en Europe et ailleurs -Indignés, *Anonymous*, Printemps d'érable, etc.-, sont susceptibles de donner lieu à une lecture éclairante des similitudes liées notamment aux capacités et à la force d'action des citoyens¹⁰, ainsi qu'aux multiples identifications communes quant à la résistance aux modèles économiques et politiques dominants.

NUMÉRIQUE, TIC ET PROMESSES DE DÉVELOPPEMENT

L'approche diachronique nous permet dans ce cadre de mieux cerner les réalités et mythes accompagnant l'introduction des TIC et d'Internet dans les pays du Sud. En effet, les discours qui ont précédé et accompagné ces outils de communication insistent sur les chances de rattrapage socioéconomiques et de développement des pays du Sud. Le mythe d'une révolution numérique mondiale impulsant la relance des pays en développement caractérise les discours non seulement des promoteurs de ces technologies, mais également des décideurs comme l'attestent les conférences organisées sous l'égide des Nations Unies Genève 2003 dont le slogan « *Les TIC pour le développement* » et Tunis en 2005 « *Les TIC pour tous* » ne représentent que des exemples parmi tant d'autres.

Ces discours montrent clairement la nature du postulat du déterminisme technologique sur lequel repose la diffusion des TIC dans les pays du Sud et particulièrement en Afrique¹¹. Il s'agit d'un raisonnement linéaire souvent simpliste comme en témoignent les intentions d'instances internationales lors du sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Genève et à Tunis. Ce type de discours valorise les capacités des outils numériques à enrayer les obstacles liés aux disparités économiques, à la formation, à la transmission du savoir, etc., à travers des slogans aussi porteurs que vides de sens comme la « société de l'information », la « bibliothèque

6- La présente réflexion prend appui sur plusieurs travaux empiriques que nous avons pu mener dans le cadre de plusieurs projets de recherche : en avril 2009 sur les pratiques médiatiques au Maroc, en décembre 2011 sur les liens entre mobilisations sociopolitiques, numérique et TIC pendant les soulèvements arabes. Les deux enquêtes ont été réalisées dans l'agglomération d'Agadir au sud-ouest du Maroc et ont touché environ 500 individus chacune. Ces enquêtes ont impliqué plusieurs chercheurs comme Farid Toumi (les enquêtes de 2009 et 2011), Olivier Pulvar (l'enquête de 2009) et Abderrahmane Amsidder (l'enquête de 2011). Cette étude mobilise également les différents travaux de recherche sur la thématique et le terrain maghrébin depuis 2011 (voir citations dans le texte) ainsi que les chiffres et données des agences et organismes de régulation ou de gestion des télécommunications au Maghreb qui publient des enquêtes sur les indicateurs TIC à partir des années 2000 (ANRT au Maroc, ARPT en Algérie, etc.).

7- Mattelart, 2011.

8- Proulx, 1990.

9- Lits, 2014.

10- Proulx, 2012.

11- Pinède, 2008.

virtuelle », les « autoroutes de l'information », ou encore « one lap per child ». La prophétie portée par ces discours déterministes est celle des changements en profondeur capables de bouleverser nos modes de pensée et nos systèmes socioéconomiques et culturels : « *le cybermonde va nous faire passer d'une humanité à une autre*¹² ».

12- Mucchielli, 2001 (1^{ère} éd. 1995), p. 36.

Le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) s'inscrivait également dans cette logique de promotion des TIC pour favoriser le développement des pays caractérisés par des difficultés économiques et politiques.

« *Les pays qui réussiront à tirer le meilleur parti des TIC peuvent espérer enregistrer une croissance économique fortement accrue, une protection sociale considérablement améliorée et des formes de gouvernement plus démocratiques*¹³ ».

13- Extrait de l'introduction d'un communiqué du PNUD de septembre 2000.

Les discours politiques dans les pays arabes ont parfaitement intégré cette logique promotionnelle des instances internationales, comme en témoigne la posture de Nasr Hajji, ancien secrétaire d'État marocain chargé de la Poste et des Technologies des télécommunications et de l'information en 2000 :

« *Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) à long terme du Maroc est de l'ordre de 4% [...] le TCAM doit donc être très fortement amélioré. Ainsi la banque mondiale souligne que le TCAM doit être au moins de 7% [...] Une des implications majeures d'une telle évolution est l'introduction beaucoup plus rapide des nouvelles technologies de l'information et de la communication*¹⁴ ».

14- Hajji, p. 137.

En parallèle de la prolifération des discours politiques et médiatiques sur les chances de développement qui germent dans l'introduction des technologies de l'information et de la communication, le champ de la littérature économique traite largement de la corrélation entre le développement socioéconomique et les télécommunications¹⁵.

15- Amable, Guellec, 1992 ; Currien, 2000 ; Riaz, 1997.

Développement : freins et disparités

Dans les faits, l'introduction des TIC et plus particulièrement d'Internet dans le monde arabe au début des années 1990 a donné lieu à des applications diverses liées entre autres à l'état de développement économique des pays, à leur ouverture et aux politiques des régimes en place. En conséquence, les États arabes ont pris des orientations assez différentes qui oscillent entre interventionnisme étatique et ouverture sur les acteurs privés pour la mise en place et l'accès aux réseaux numériques¹⁶. Toujours est-il que ces politiques caressaient toutes l'espoir d'une relance économique par le truchement des réseaux numériques. Les régimes arabes misent ainsi sur les TIC comme moteur de développement humain afin d'impulser le développement économique de leur pays.

16- Les politiques des pays arabes en matière de gestion d'Internet dans les années 1990 et le début des années 2000 divergent. À titre d'exemple, les logiques interventionnistes d'accompagnement d'Internet en Algérie contrastent avec la politique d'ouverture sur les acteurs privés au Maroc.

Par ailleurs, Internet va connaître un développement très modeste au cours de la première décennie de son introduction. Plusieurs facteurs liés aux réalités économiques et culturelles et aux indices de développement expliquent cette situation. Les discours d'optimisme technophile ont montré leurs limites face aux réalités de la généralisation d'Internet. Cette dernière s'est confrontée à des obstacles liés au niveau d'instruction, au manque d'infrastructure technique, à la difficulté d'accès, au pouvoir d'achat, au coût de l'équipement¹⁷, etc. Si, du point de vue technique, la généralisation de l'accès à Internet dépendait à l'époque des infrastructures classiques en télécommunication, le nombre très limité de lignes téléphoniques fixes constituait un obstacle difficile à surmonter pour la croissance d'accès à Internet avec des effets de disparités entre les

17- Daghmi, Toumi, 2010.

zones urbaines et rurales. Par ailleurs, les pays arabes présentent d'autres disparités liées aux usagers des publics, aux moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics et de surcroît à la réussite de l'implantation des TIC. À titre d'exemple, nous pouvons observer ces disparités techniques à la lumière des chiffres sur le taux d'abonnés, qui est de seulement 489 000 abonnés à Internet dans des pays comme le Maroc, en 2008, sur une population de plus de 33 000 000 habitants avec un taux de pénétration de 1,55% et un taux de pénétration de 2,24% pour des pays comme la Tunisie¹⁸.

Sur le plan des équipements en infrastructure, les avancées technologiques ont permis de réduire les disparités liées à l'accès aux TIC et aux réseaux numériques dans le monde arabe lors de la période qui a précédé les soulèvements. D'une part, l'arrivée du Web participatif a métamorphosé les usages des publics sur Internet avec une conséquence majeure liée à la difficulté du contrôle de l'information qui sévissait jusqu'alors dans la majorité des États arabes¹⁹. D'autre part, le phénomène d'engouement pour la téléphonie mobile a conduit à une relative généralisation de ses usages. L'accès « délocalisé » et rapide à l'information a été de fait facilité par les techniques de transmission des informations comme la 3G et l'ADSL²⁰.

Par ailleurs, les enquêtes sur le numérique au Maghreb révèlent une certaine récurrence quant aux usages des publics. En effet, les activités les plus marquantes s'inscrivent dans la recherche d'informations diverses et la sphère du divertissement qui concernent des pratiques comme les réseaux sociaux numériques (RSN), le téléchargement de contenus, l'envoi de courriels, la messagerie instantanée, le téléphone *via* Internet, le partage d'information ou d'images, de vidéos ou de liens, etc. Cette même tendance caractérise les usages dans le monde arabe dont l'aspect le plus visible touche la recherche d'information sur le Web. Ainsi, à titre d'exemple, en Égypte, d'après un responsable marketing de Google pour la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, l'usage le plus fréquent sur le moteur de recherche est la recherche d'information, suivie de la recherche d'images, de musique et de clips audio²¹.

Les usages ancrés dans la dimension économique tel que l'e-commerce restent certes marginaux, mais progressent lentement. L'e-commerce souffre de plusieurs handicaps comme l'organisation du système bancaire, l'insécurité des transactions, la régulation du secteur, etc. Concrètement, environ 300 000 usagers marocains déclarent avoir acheté en ligne en 2012, soit deux fois plus qu'en 2011. Près des trois quarts d'entre eux ont effectué leurs achats sur des sites nationaux. Les produits les plus achetés en ligne sont des articles d'électroménager, d'habillement, de mode et d'high-tech. Selon l'ANRT, cette augmentation s'explique par la progression de la confiance vis-à-vis de la transaction en ligne²².

Deux types d'usage

Nous pouvons ainsi observer que les usages du numérique et des TIC de manière globale occasionnent divers types d'usages comme la recherche d'information, de documents et dans une moindre mesure les transactions commerciales. Toutefois, force est de constater que l'introduction d'Internet dans le monde arabe favorisera principalement deux types d'usages. Le premier est majoritaire, révélant de la sorte une domination des pratiques qui tendent vers la recherche de l'information et le divertissement. Le

18- À noter qu'il est utile de nuancer légèrement ces propos, en tenant compte des structures mutualisées comme les cybercafés et cyberespaces, cf. Daghmi, Toumi, 2010.

19- Dahmen-Jarrin, 2012.

20- À titre d'exemple, au Maroc, 39% des ménages sont équipés en accès Internet en 2013 ; 30 % des foyers se connectent à Internet uniquement via les clés 3G tandis que seuls 5% des usages n'utilisent que l'Internet fixe en 2012 (Agence nationale de réglementation des télécommunications, 2013).

21- Guannam, 2011.

22- Chiffres de l'ANRT sur les « Résultats de l'étude annuelle sur l'usage des TIC au Maroc » publiés en mai 2013 : <http://www.anrt.ma/sites/default/files/CP-Resultats-enquete-annuelle-usage-TIC-2012-fr.pdf> Consulté le 15 octobre 2015.

second, minoritaire, montre un usage fugace d'Internet comme moyen plus au moins efficace pour le contournement de l'emprise des régimes despotiques sur le secteur de l'information et des médias traditionnels étatiques²³.

23- Mattelart, in Ferjani et Mattelart.

Dès lors, la combinaison de ces technologies de communication comme les réseaux numériques et la téléphonie mobile offrira un nouveau moyen de contournement de la censure pratiquée dans le monde arabe et une alternative militante par rapport aux médias classiques²⁴. Nombre de travaux de recherches²⁵ évoquent des incidences notables des technologies numériques sur les soulèvements arabes (apparus en décembre 2010 avec l'immolation par le feu d'un jeune vendeur de la ville de Sidi Bouzid en Tunisie), au niveau de l'amplification des mouvements, de la coordination des actions collectives et de la mise en circulation de l'information.

24- Cardon, Granjon, 2010, p. 82.
25- Zlitni, Liénard, 2012 ; Lafrance, Ben Nablia, 2013 ; Ben Saad Dusseaut, 2013.

DÉVELOPPEMENT DE NOUVELLES MODALITÉS D'EXPRESSION CITOYENNE

Lorsque les mouvements de mobilisation ont commencé fin 2010 en Tunisie, le monde arabe comptait 45 millions d'internautes sur un total d'environ 351 millions d'habitants²⁶, ce qui représentait seulement 13% de la population. Ces mouvements peuvent être observés comme des baromètres de développement de nouvelles pratiques sociales et de nouvelles modalités de participation politique citoyenne au contact du numérique et des autres dispositifs sociotechniques. Ces dispositifs apparaissent dès lors comme des outils d'échange public et de participation citoyenne favorisant l'émergence de nouveaux espaces publics alternatifs. À l'espace public théorisé par Jürgen Habermas s'opposent de nouveaux espaces susceptibles de prolonger l'agir politique et citoyen des sphères numériques « virtuelles » au terrain « réel ». Ces deux conceptions de l'espace public présentent de la sorte des divergences multiples.

26- Ghannam, 2011.

La sociabilité numérique

Moult travaux de recherches récents sur le numérique admettent le jaillissement de nouvelles modalités et formes de l'agir citoyen au niveau de la force et la puissance de l'action citoyenne²⁷, des prouesses de dissimulation de la contestation²⁸, d'engagement associatif²⁹, de la gouvernance du territoire³⁰, etc.

27- Proulx, 2014.
28- Daim-Allah, 2015.
29- Seurat et al., 2015
30- Alexis, Ottaviano, 2015.

L'apparition des RSN et des formes de Web participatif a permis le développement de nouvelles pratiques citoyennes et l'adoption de nouveaux modes de communication « sociotechniques ». Le Web 2.0 a investi d'une manière fulgurante la Toile en la transformant en un espace public de « sociabilité virtuelle ». Ainsi, nous voyons apparaître des blogs, des forums, des groupes de discussion débattant de sujets variés symbolisant la diversité des préoccupations des usagers et l'arrivée massive des discussions privées sur ces espaces publics alternatifs. Dans ce contexte d'omniprésence du numérique prospèrent des discours sur les effets induits par la pratique et les usages des TIC. Les discours à consonance technophobe³¹ dénoncent les dommages causés par Internet quant au déclin de la sociabilité. Une des facettes de cette baisse de sociabilité est la chute vraisemblable de la participation à des activités privilégiant des situations d'échange en face à face (vie syndicale, associative et même sorties ou réceptions). *A contrario*, les discours à consonance technophile notent une « nouvelle sociabilité³² » ou encore une sociabilité à distance³³.

31- Putnam, 2000.

32- Cassili, 2010.
33- Flichy, 2005.

De nouveaux espaces publics

Le rapport des usagers des réseaux numériques à la sphère publique pendant les soulèvements arabes est de nature à éclairer le fonctionnement des « nouveaux » espaces publics. Ces derniers ne peuvent plus être envisagés uniquement dans le sens d'espaces investis par des citoyens, à l'aide des outils de communication, dont l'objectif est la critique de l'ordre établi et de l'État. Ils seraient au contraire une pluralité d'espaces distincts, entrelacés et partiels marqués par les modalités d'usages, de prise de parole et d'expression inhérentes aux pratiques du numérique et des TIC. Force est de constater que ces espaces ne servent pas uniquement à l'émergence des actions politiques, à la visibilité de l'expression politique, à l'organisation des actions communes, etc., mais globalement à la consolidation de la parole privée³⁴ : photos et vidéos personnelles, avis et opinions divers, goûts et centres d'intérêt, etc. L'évolution engendrée par le numérique et les TIC fait coexister un espace public compris comme lieu d'échange d'arguments rationnels, mais qui reste minoritaire et un espace public mettant largement en scène la libre expression sans aucune hiérarchie ni normativité³⁵.

34- Wolton, 1997, p. 163-174.

35- Wolton, 1997.

De ce fait, la révolution des modalités d'engagement des nouveaux mouvements sociaux montre l'influence des dispositifs de communication numérique sur les modalités d'engagements, de liberté d'expression et d'activisme politique. Ainsi, les modes de prise de parole et de participation inhérents au fonctionnement de ces dispositifs engendrent des formes de « distribution d'engagements hétérogènes³⁶ » qui se traduisent par des inégalités dans l'intervention de chacun. Nous avons une pratique forte et intense d'une minorité et une intervention quasi nulle d'une bonne partie de la « communauté ».

36- Cardon et al., 2001

Émergence de nouvelles formes d'engagement politique

Nous pouvons estimer que les nouveaux dispositifs de communication, plus particulièrement les RSN, donneraient naissance à de nouvelles formes de désengagement de l'activité politique « classique » qui s'articule autour d'organisations comme les syndicats, les partis politiques, les associations. Ces dispositifs favoriseraient également l'évolution de l'intensité et la régularité de l'action citoyenne³⁷. Les usagers en action pendant les soulèvements arabes sont des citoyens souvent peu politisés, rejetant les étiquettes idéologiques classiques et se démarquant des forces politiques traditionnelles. Ils ont une perception particulière de l'engagement, plus proche de l'action citoyenne que d'un engagement politique.

37- Touati, 2012.

Cette perception renvoie à la volonté des citoyens d'impulser le changement dans chacun des pays arabes en jouant un rôle de relais facilitant la circulation de l'information et l'échange avec les autres citoyens³⁸. Ce changement de paradigme est qualifié par Jacques Ion³⁹ d'une modification de l'engagement affilié qui tend vers l'engagement affranchi. Nous assistons dès lors à la réémergence d'une nouvelle forme d'identité, restreinte au groupe réduit de citoyens dont le lien principal réside dans la motivation de défendre une cause éphémère et de favoriser la mise en relation entre citoyens.

38- Merah, Boudahan, 2012.

39- Ion, 2001.

Les réseaux numériques favorisent également le développement des modalités d'expression citoyenne, notamment dans les RSN, caractérisés par la spontanéité de la prise de parole publique sans hiérarchie ni normativité, affranchie de toutes les formes d'argumentation. L'action citoyenne a ainsi évolué quant à la durée et l'intensité de l'engagement pour une cause. Des usagers peuvent certes défendre des causes diverses,

mais cet engagement se fait de façon intermittente se réduisant parfois à quelques jours. L'engagement « à durée limitée » est le résultat des flux informationnels sur les RSN, où le nombre et la nature des sollicitations varient constamment : diffuser de l'information en image par exemple, rejoindre un groupe, dénoncer une répression, etc. Il met en scène les désirs parfois intimes de citoyens souhaitant évoquer leur personnalité, rendre « public » leurs photos ou vidéos, leurs connaissances, leurs convictions, ou simplement leurs goûts en se démarquant des autres dans une sorte d'« individualisme démonstratif⁴⁰ ».

40- Cardon et al., 2011.

L'alternative du numérique

Le numérique est ainsi parfaitement adapté à l'insuffisance de l'expérience politique de citoyens, dont l'engagement éphémère peut aller d'une cause à une autre sans forcément se soucier de l'étiquette de ses « alliés » politiques. Force est de constater, là aussi, que la forme et les modalités d'engagement citoyen sont marquées par l'« instabilité » idéologique, ou la non-reconnaissance de la lecture idéologique classique, d'une bonne partie des usagers des TIC. Les « militants » sont capables de soutenir différentes causes en fonction des sollicitations et de l'actualité sociopolitique. On peut donc militer pour défendre le même objectif que des citoyens se réclamant de sensibilités politiques ou idéologiques plus ou moins opposées. Ce constat montre qu'une bonne partie des usagers n'obéit pas aux jeux politiques classiques marqués par des stratégies construites sur des périodes plus ou moins longues.

Les pays théâtre des soulèvements arabes sont parqués par des spécificités liées au niveau de développement social, au degré d'ouverture politique, à l'état de l'économie, aux disparités régionales, aux difficultés engendrées par les infrastructures techniques, au poids historique et culturel, etc. Toutefois, l'usage des réseaux numériques et des TIC constitue généralement une alternative d'action citoyenne. Les dispositifs sociotechniques sont susceptibles de voir émerger des forces citoyennes dont la combinaison des actions peut mettre en scène l'indignation, le rejet de la misère, de la discrimination, du désespoir, du chômage, de la crise économique, etc. Ils permettent la mise en place des actions de mobilisation et des alternatives pour la formation d'une identité collective⁴¹. Dans les espaces publics fragmentés, les possibilités offertes par ces nouveaux dispositifs favorisent en général l'horizontalité par rapport à l'organisation verticale et hiérarchique et profitent ainsi aux usagers militants les moins organisés et aux groupes les plus marginalisés⁴². Les réseaux numériques seraient en conséquence plus adaptés à l'initiation d'une nouvelle tradition favorisant des modes d'action et d'engagement en phase avec les pratiques des citoyens usagers des TIC.

41- Chambats, 2000.

42- Cardon, Granjon, 2010, p. 82.

Serge Proulx insiste sur la nécessité de lier les sphères cognitive et sociale dans l'approche des pratiques et des usages des publics. Il avance qu'un réseau hétérogène d'agents humains et d'actants non humains caractérise la construction des compétences cognitives des usagers⁴³. Les réseaux numériques favorisent donc la constitution de nouvelles sphères capables de porter les aspirations citoyennes : informer, s'informer, partager, mettre en délibération, convaincre d'une cause, d'une revendication, de l'incontournable nécessité du changement, etc.

43- Proulx, 2006.

Si l'introduction d'Internet dans le monde arabe correspond à une volonté des régimes en place pour favoriser le développement économique, c'est bien un développement politique inattendu qui est en train de se réaliser. Internet s'impose certes comme un moyen de divertissement, mais il symbolise également un instrument de contournement en réaction à la désinformation des médias traditionnels sous l'emprise étatique⁴⁴.

44- Ferjani, Mekki, 2011.

Le numérique participe à la création de synergies collectives de forces investies en masse dans le paysage public arabe.

À partir de l'analyse des nouveaux phénomènes de lancement et de signature des pétitions en ligne, Marc Lits⁴⁵ confirme l'émergence d'espaces alternatifs d'échange multipolaire favorisant l'apparition d'une forme polyphonique d'échange d'idées. Cette dernière constitue à coup sûr une forme d'influence sur la participation aux débats publics et sur les choix politiques plus particulièrement. Le corollaire serait la transformation profonde des modèles classiques de la « démocratie électorale ». La concurrence de ces modes de démocratie participative, des discours politiques médiatisés opérerait un dépassement paradigmatique : le passage d'un « modèle argumentatif » à un « dispositif narratif⁴⁶ ».

45- Lits, 2014.

46- Lits, 2014, p. 309.

Les leçons de l'usage des réseaux numériques

Un des enseignements majeurs de la force des mouvements de contestation est le développement d'une tradition d'expression, de liberté de ton et de parole, de volonté d'investissement quant à la gestion de la vie collective. Cette évolution n'a pas été décrétée par les discours déterministes des dirigeants politiques ni par les promoteurs des TIC. Elle doit son émergence à la capacité citoyenne d'imaginer d'entreprendre d'autres actions avec les dispositifs techniques. Les avancées les plus visibles concernent ainsi les libertés individuelles en termes de potentialités d'expression, de débat, de contestation et d'organisation des actions communes et de la force de cette action.

Un autre fait marquant est symbolisé par une révolution « douce » favorisée par le numérique dans la gestion du quotidien. Cette révolution est incarnée par l'échange d'information qui vise le changement de comportement, la sensibilisation aux thématiques à intérêt commun comme le respect de l'environnement, le tri des déchets, la solidarité, le « vivre ensemble » ou encore l'engagement associatif, civil ou politique. Certes, ce mouvement n'est pas l'œuvre du numérique, mais les dispositifs sociotechniques en favorisent la visibilité, l'organisation et la massification. Il s'agit là d'une marche plus profonde qu'une révolution « dure », dont l'aboutissement n'est sans doute qu'à son début dans les pays arabes et globalement dans tous les pays du Sud.

BIBLIOGRAPHIE

Agence nationale de réglementation des télécommunications, « Résultats de l'étude annuelle sur l'usage des TIC au Maroc », communiqué de presse, Agence nationale de réglementation des télécommunications, Rabat, mai 2013, disponible sur www.anrt.ma.

Cardon Dominique *et al.*, « Dix propriétés de la force des liens faibles », *Actunet*, 2011.

Castells Manuel, *La Galaxie internet*, traduit de l'américain par Chelma Paul, Fayard, Paris, 2002 (1^{re} éd. orig. 2001).

Daghmi Fathallah, Toumi Farid, « Wallies et enjeux des TIC dans les pays du Sud. Cas du Maroc », dans Vieira Lise, Pinède Nathalie (dir.), *Stratégies du changement dans les systèmes et les territoires. Enjeux et usages des technologies de l'information et de la communication*, actes du V^e colloque international EUTIC (Bordeaux, 18-20 novembre 2009), Maison des

sciences de l'homme d'Aquitaine, Pessac, 2010, p. 317-329.

Daghmi Fathallah, Toumi Farid, Amsidder Abderrahmane (dir.), *Les médias font-ils les révolutions ? Regards critiques sur les soulèvements arabes*, L'Harmattan, coll. « Communication et Civilisation », Paris, 2013.

Daghmi Fathallah, Toumi Farid, Amsidder Abderrahmane (dir.), *Médias et Changements. Formes et modalités de l'agir citoyen*, L'Harmattan, coll. « Communication et Civilisation », Paris, 2015.

Ferjani Riadh, Mattelart Tristan, « Dossier. Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu », *Médias*, n°30, 2011, p. 67-94.

Flichy Patrice, « L'individualisme connecté entre la technique numérique et la société », *Réseaux. Communication, technologie, société*, n° 124, vol. 2 (*Nouvelles réflexions sur l'Internet*), 2004, p. 17-51, disponible sur www.cairn.info.

Ghannam Jeffrey, « Social Media in the Arab World : Leading Up to the Uprisings of 2011 », rapport, Center for International Media Assistance / National Endowment for Democracy, Washington, 2011, disponible sur www.cima.net.org.

Gitlin Todd, « Public Sphere or Public Sphericles? », in Liebes Tamar, Curran James (dir.), *Media, Ritual and Identity*, Routledge, coll. « Communication and Society », Londres / New York, 1998, p. 168-175.

Hajji Nasr, *L'Insertion du Maroc dans la société de l'information et du savoir. Pour une nouvelle vision*, Afrique-Orient, Casablanca, 2003.

Jauréguiberry Francis, Proulx Serge, *Usages et enjeux des technologies de communication*, Érès, coll. « Poche », Toulouse, 2011.

Jouët Josiane, « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux. Communication, technologie, société*, n° 100, vol. 18 (*Communiquer à l'ère des réseaux*), 2000, p. 481-521, disponible sur www.persee.fr.

Lits Marc, « Pétitions en ligne et création d'un nouvel espace public », dans Toumi Farid, Daghami Fathallah, Amsidder Abderrahmane (dir.) *Le Changement entre stratégies médiatiques et pratiques communicatives citoyennes*, actes de ma deuxième édition du colloque international pluridisciplinaire d'Agadir, 23-25 avril, 2014, pp. 308-317, Éditions de l'université d'Agadir, Agadir.

Mattelart Tristan, « Médias, internationalisation et contournement des censures », dans Ferjani Riadh, Mattelart Tristan, « Dossier. Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu », *Médias*, n°30, 2011. Consulté le 29 janvier 2015. URL : <http://www.revue-medias.com/-mediamorphoses,66-.html>

Mucchielli Alex, *Les Sciences de l'information et de la communication*, Hachette, coll. « Les Fondamentaux » (n° 50), Paris, 2001 (1^{re} éd. 1995).

Pinède Nathalie, « Écrit électronique et obligations professionnelles du professionnel de l'information », dans Chouikha Larbi, Meyer Vincent, Gdoura Wahid, (dir.), *Interagir et transmettre, informer et communiquer. Quelles valeurs, quelle valorisation ?*, actes du colloque international des sciences de l'information et de la communication (Tunis, 17-19 avril 2008), Institut supérieur de documentation / Institut de presse et des sciences de l'information / Société française des sciences de l'information et de la communication, Tunis/Paris, 2008.

Proulx Serge, « La puissance d'agir des citoyens dans un monde fortement connecté », Actes du colloque *Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud : Des médias classiques aux TIC*, Université Ibn Zohr, Agadir, 2012, pp. 11-26.

Proulx Serge, « Pour comprendre l'usage des objets communicationnels, (re)penser le constructivisme. Signe, culture et lien social à l'ère des réseaux », *Degrés*, n°126-127, Bruxelles, 2006, p. B1-B18, Consulté le 15 octobre 2016. URL : <http://sergeproulx.uqam.ca/wp-content/uploads/2010/12/2006-proulx-pour-comprendre-32.pdf>